

KOLÉA

Les voleurs de câbles téléphoniques opèrent au cœur de la ville

Quatre malfaiteurs, dont deux repris de justice, viennent d'être présentés au procureur de la République de Koléa pour le délit de constitution d'un groupe de malfaiteurs, vol de câbles téléphoniques et destruction de biens publics.

L'administration des téléphones et des télécommunications de Tipasa et le parc de la mairie de Koléa ont déposé récemment une plainte pour dégradation des installations de téléphone et de télécommunication et vol d'une importante quantité de câbles téléphoniques.

La bande de malfaiteurs opérait au cœur de la rue Bounatiro, sur le parcours du quartier appelé route d'Alger et dans plusieurs quartiers urbains, notamment

Haï Belkass. Selon les informations communiquées par la cellule de communication de la police de Tipasa, la plainte déposée avait permis de reconstituer la technique du vol. Deux membres de la bande s'engouffraient dans les canalisations qui protégeaient les câbles à l'intérieur de grosses gaines, situées au cœur de la voirie urbaine protégée par des tampons regards et menant vers d'autres accès et aux voies souterraines, un troisième jouait le rôle de guetteur, tandis que «l'équipe» opérait en toute tranquillité, en découpant les câbles qui servaient à la communication des signaux téléphoniques.

Outre les P et T, le parc de la mairie de Koléa, fut, quant à lui, délesté d'une importante quantité de câble stocké et inventorié. Le dénommé D. M., surnommé «le Chauve», était chargé du transport de

«la marchandise» à l'aide de sa camionnette bâchée.

Les autres «découpeurs et voleurs» de câbles, en l'occurrence H. H., âgé de 19 ans, repris de justice, ainsi que H. A., 23 ans, également repris de justice et B. A., un gardien de profession âgé de 24 ans, furent interceptés la nuit par la police lors d'une patrouille de routine à Koléa, aux environs de 23 h, et surtout en procédant aux investigations dans le cadre de cette affaire.

Selon la police, c'est grâce aux aveux du chauffeur de la bande, D. M., que tous les autres malfaiteurs, ont été interceptés et plus de 120 mètres de câbles téléphoniques récupérés. La plus grosse quantité volée fut certainement écoulée, car la plainte fait état de plusieurs centaines de mètres disparus.

Larbi Houari

SOUK AHRAS

La contrebande sévit toujours

Le trafic de produits alimentaires, d'effets vestimentaires, de pièces détachées et de carburant prend chaque jour un peu plus d'ampleur.

Malgré les nombreuses affaires qui ont été annihilées par la Gendarmerie nationale, dans la lutte menée contre l'exportation des différentes marchandises introduites frauduleusement vers les pays voisins, tout au long des 465 kilomètres de frontières, à l'est du pays, les activités de la contrebande enregistrent une hausse vertigineuse et le trafic transfrontalier est en passe de prendre une dimension démesurée.

Produits alimentaires, effets vestimentaires, trafic de carburant aux frontières prennent chaque jour un peu plus d'ampleur au point où les saisies opérées par les services de la Gendarmerie nationale ont atteint le plafond.

C'est ce qui ressort du bilan de l'année 2011 qui nous a été présenté avant-hier par le commandant du groupement de la gendarmerie au niveau de la wilaya de Souk Ahras. Durant l'année précédente, 57 818 litres de mazout ont été saisis, abandonnés par

des contrebandiers, cette quantité colossale était destinée à la Tunisie, en sus de 1 336 kg de produits alimentaires, 2 925 cartouches de cigarette, 3 378 boîtes de médicaments, 4 climatiseurs, 427 paires de souliers, 124 pantalons jean, 17 motos grosses cylindrées, un tracteur agricole, 26 véhicules et 2 camions qui font aussi partie

du lot saisi par la Gendarmerie nationale, de surcroît durant cette période 5,60 kg d'or ont été saisis. Aussi, la violence reste omniprésente dans la vie quotidienne des Algériens : durant 12 mois, 164 affaires de coups et blessures volontaires avec armes blanches, 57 affaires de vol et la mise hors d'état de nuire de 9 associations de malfaiteurs. L'on a enregistré 16 affaires de faux documents administratifs.

Sur un autre front, 4 affaires d'immigration clandestine

ont été constatées, celles-ci ont abouti à l'arrestation de quatre personnes dont trois Tunisiens. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le trafic transfrontalier devient une véritable économie parallèle et constitue, bon an mal an près de 20% de la production nationale, et en corollaire, il porte un sacré coup au Trésor public car le péril vient de ces réseaux de contrebandiers qui soutirent de substantiels bénéfices de leur trafic.

Barour Yacine

Deux pièces archéologiques saisies par la Gendarmerie nationale à Khedara

Agissant sur la base d'informations qui leur sont parvenues sur la présence d'une personne suspecte au niveau de la mechta Bordj Mraoua (commune de Khedara) qui voulait extraire des pièces archéologiques enfouies sous terre, les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Khedara ont réussi, dans l'après-midi d'avant-hier, en étroite collaboration avec la brigade d'atteinte au patrimoine culturel relevant du groupement de la Gendarmerie nationale à la récupération de deux pièces archéologiques rares, sous forme de statuettes de figurine humaine, l'une de sexe masculin détenant dans la main droite un arc de tir et dans l'autre une couronne où est écrit en langue latine

«lemlamitni-saccvn», sculpté en forme de taureau. La seconde pièce, une statuette d'une femme détenant une couronne sculptée, sous forme de vache. L'opération, précise notre source, a été menée dans la région de Fadj Mraoua.

Ces deux pièces archéologiques qui remontent à l'ère médiévale allaient être exportées vers la Tunisie, il s'agirait selon toute vraisemblance d'un réseau de trafiquants du patrimoine culturel à travers la région. Ainsi et en attendant d'autres révélations sur cette affaire, l'enquête se poursuit, le mis en cause dans ce trafic s'est évaporé dans la nature avant l'arrivée des gendarmes, nous a-t-on dit.

B. Y.

SIDI BEL-ABBÈS

Un mort et un blessé dans des circonstances non élucidées

Suite au décès tragique d'un jeune âgé de 33 ans, ses proches ont, dans la nuit de samedi à dimanche dernier, pris d'assaut le service des UMC du CHU de Sidi Bel-Abbès pour se faire justice où un autre jeune, une connaissance de la victime, sérieusement blessé, a été admis, selon nos sources, dans des circonstances que seule l'enquête diligentée par la gendarmerie pourra déterminer. Un jeune a été mortellement poignardé et un autre gravement blessé à l'arme blanche dans la localité de Djouahere dans la daïra de Sidi Lahcen à Sidi Bel Abbès. Ayant appris la terrible nouvelle, les proches de la victime décédée se sont dirigés vers les UMC en question causant une panique dans le service. C'est grâce à la célérité des policiers, de permanence cette nuit-là, et le renfort dépêché quelques instants plus tard que la situation a pu être maîtrisée et le blessé mis en sécurité.

Interrogé, ce dernier parlera d'inconnus armés qui auraient tué son ami avant de le blesser à son tour et de prendre la fuite. Des déclarations que la

gendarmerie est en train de vérifier pour déterminer les circonstances de cette agression.

A. M.

Les habitants de Djouahere battent le pavé devant la Wilaya

Dans la journée de dimanche dernier, les habitants de la localité de Djouahere, après des mouvements de contestation organisés ces derniers mois au niveau de leur village, ont décidé, cette fois-ci, de se rassembler devant le siège de la wilaya pour exposer leurs doléances à qui de droit. En effet, tôt dans la matinée, ils se sont rendus sur les lieux portant affiches et banderoles pour attirer l'attention des autorités locales sur la marginalisation de leur localité. Les contestataires ont repris les mêmes revendications pour manifester bruyamment devant la wilaya, sous le regard vigilant des services de sécurité. Les manifestants évoquent leurs habitations, de vieilles bâtisses, qui menacent ruine, le manque de projets de logements sociaux, l'état de la route menant à leur localité vers le siège de la daïra, l'absence de réseau d'assainissement, les décharges sauvages, le manque d'éclairage public, la rareté de l'eau potable et l'absence flagrante d'infrastructures de distraction, notamment pour les jeunes. Les manifestants battaient toujours le pavé avec l'espoir d'être reçus par les autorités.

A. M.

BLIDA

Des agriculteurs bloquent la route de Meftah

Des agricultures de la ferme Hamza à Larbaâ, à 35 kilomètres de Blida, ont bloqué hier l'axe routier menant vers Meftah pour protester contre l'octroi à une entreprise turque d'un marché de réalisation de 1 200 logements sociaux locatifs sur leurs terres. Les agriculteurs considèrent que leur droit à l'exploitation de cette terre acquise dans un cadre légal a été bafoué. Il est à noter que cette exploitation renferme plusieurs variétés d'arbres fruitiers et leur enlèvement est perçu comme une atteinte caractérisée au produit agricole algérien mais également à leur source de vie. C'est la raison pour laquelle ces agriculteurs ont manifesté dans l'espoir d'attirer l'attention des pouvoirs publics et voir ainsi ce projet annulé.

M. B.

POLICE JUDICIAIRE D'AZZABA

(SKIKDA)

Mandat de dépôt pour le jet d'une marmite de lentilles

Le procureur de la République d'Azzaba a procédé, jeudi, à la mise en détention préventive de T. B., 20 ans, pour coups et blessures volontaires. La victime, une parente, s'est vu prescrire une incapacité de travail de 17 jours, suite aux brûlures au visage provoquées par le jet d'une marmite de lentilles bouillante. L'affaire s'est déroulée à Azzaba et a été dénouée par les éléments de la police judiciaire de la même sûreté. A l'actif de la même brigade, le traitement d'une affaire de vol par effraction, qui a ciblé le bureau d'une avocate à la cité Zaâf. Agissant sur information, les enquêteurs ont pu récupérer le matériel volé (un micro-ordinateur et un chauffage électrique) et arrêter le coupable, un mineur de 17 ans, répondant aux initiales de S. L. Présenté devant le procureur de la République, ce dernier a été placé sous mandat de dépôt au centre de rééducation pour mineurs Ramdane-Djamel.

Zaid Zoheir

Crime à l'avenue Bachir-Boukadoum

Skikda a été secouée par un autre crime. C'était dimanche vers 22h30 à l'avenue Bachir-Boukadoum. La victime, S. A., 30 ans, a rendu son dernier souffle à l'établissement hospitalier de Skikda (l'ancien hôpital). Elle a succombé à des blessures au thorax, provoquées par une bouteille de boisson alcoolisée et une clé antivol.

Selon des témoins oculaires, l'acte aurait été commis par trois jeunes qui se trouvaient à bord d'un véhicule. Les trois individus ont été appréhendés et une enquête a été ouverte par la police.

Z. Z.

MASCARA

Les lycéens protestent contre l'absence d'eau et de chauffage

Aïn Farah est une commune située aux confins de la wilaya de Mascara, à 70 km du chef-lieu. Hier, les élèves du nouveau lycée, excédés par les conditions de leur scolarité, ont interrompu momentanément les cours pour se rassembler devant le lycée. Par cette action, ils entendaient protester contre l'absence d'eau potable et de chauffage. Alertée par cette situation, l'administration aurait délégué un responsable, selon une source locale. Les protestataires ont mis fin à leur rassemblement après avoir reçu la promesse d'apporter une solution à leur problème.

M. Meddeber

SIX AGRESSIONS EN UNE DEMI-JOURNÉE À MOSTAGANEM

L'accusé écope de 8 ans de prison ferme

Un jeune homme de 26 ans, coupable d'une demi-douzaine d'agressions, a été condamné hier à 8 ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Mostaganem tandis que le ministère public a requis une peine de prison de 12 années ferme. Au Ramadan dernier, l'agresseur agissait au quartier d'El Kaddous El Meddah et choisissait ses victimes parmi les plus vulnérables, souvent des personnes âgées. Sous la violence et la menace de l'arme blanche, il leur soutirait des chaînes et bagues en or, de l'argent, voire même des couffins de provisions. Sa dernière victime ne se laissant pas faire a crié de toutes ses forces pour alerter les passants et ses deux fils. Paniqué, le mis en cause avait pris ses jambes à son cou, mais il fut pourchassé jusqu'à l'essoufflement. Plaqué au sol et maîtrisé, il fut ensuite arrêté et embarqué par la police.

A. B.

RECTIFICATIF

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans notre article, intitulé «Sétif - La criminalité en hausse», paru dans notre édition d'hier dimanche, il fallait lire que le point de presse était animé par le colonel Abdelkader Rouba, commandant du Groupement de la Gendarmerie nationale de Sétif au lieu du commandant Moulay Mohamed Bachir qui, lui, est le chef d'état-major du Groupement de la Gendarmerie nationale de Sétif.

Toutes nos excuses aux concernés.